

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Risques Chronique, Éolien, Sites et Sols Pollués
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 4 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

PRYSMIAN

Zone industrielle

Rue du port au Vin

89100 GRON

Références : 220657

Code AIOT : 0005401208

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/08/2022 dans l'établissement PRYSMIAN implanté Zone industrielle Rue du port au Vin 89100 GRON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 10 août 2022, par arrêté préfectoral n° DDT/SEE/2022/00047 (constatant le franchissement de seuils d'alerte, d'alerte renforcée et de crise, et instituant des mesures de limitation ou de suspension provisoire de certains usages de l'eau), le seuil d'alerte renforcée défini dans le plan sécheresse départemental a été atteint dans la zone "Yonne aval", dont la commune de Gron fait partie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PRYSMIAN
- Zone industrielle Rue du port au Vin 89100 GRON
- Code AIOT : 0005401208
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED

Le site de la société PRYSMIAN, à Gron (89), est spécialisé dans la fabrication de câbles électriques, à base de cuivre ou d'aluminium, de moyenne, haute et très haute tension. Le site alimente de gros projets de jonction électrique transfrontalière.

La production annuelle représente environ 30 000 tonnes de câbles finis, pour un fonctionnement 24h/24, 7j/7.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques chroniques
- Eaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Réduction des prélèvements / consommations	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3	/	Sans objet
4	Registre	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3	/	Sans objet
6	Rejets des stations de traitement des eaux usées	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La réduction de 10% de consommation d'eau de l'établissement est atteinte.

2-4) Fiches de constats

N° 3 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Si la consommation est supérieure à 1 000 m ³ par an : Réduction des prélèvements et/ou consommation de 10 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.
Constats : L'arrêté préfectoral de 2012 autorise le site à prélever jusqu'à 300 000 m ³ /an des nappes alluviale et souterraine de l'Yonne et à consommer jusqu'à 10 000 m ³ d'eau du réseau public. Sur les 7 premiers mois de l'année en cours, le site a consommé pour 40 838 m ³ , soit une consommation hebdomadaire moyenne de 5 834 m ³ . L'exploitant a déclaré, le jour de l'inspection, qu'il a fixé une cible de 76 000 m ³ , à ne pas dépasser, d'ici la fin de l'année 2022. Par ailleurs, le site a consommé environ 2 400 m ³ d'eau de ville, soit une consommation moyenne de 400 m ³ / mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Si la consommation est supérieure à 1 000 m ³ par an : Registre hebdomadaire des prélèvements mis à disposition des services de contrôle
Constats : L'exploitant tient à jour un registre de relevé hebdomadaire des consommations d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets des stations de traitement des eaux usées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article Art. 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Rejets des stations de traitement des eaux usées : En cas de dépassement des normes de rejet, les industriels devront mettre en œuvre dans les plus brefs délais des mesures correctives nécessaires selon les préconisations du service de police de l'eau, ou de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Les rejets du site dans la station d'épuration de Gron-Paron sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet